



EUROPOLITIQUE

Le quotidien des affaires européennes |

Dossier Spécial : Mission Eufor Tchad/RCA | Avril 2008 | 36^e année |

MISSION EUFOR TCHAD/RCA

Un défi pour l'Europe de la défense

Par Nicolas Gros-Verheyde
(à N'Djamena et Abéché – Tchad)

En avant-première, *Europolitique* a pu passer une semaine dans les camps des armées européennes déployées au Tchad, alors que le général Nash commandant l'opération faisait une première visite d'inspection.

Une vie de tous les jours, partagée avec les différents militaires engagés sur le terrain, a permis de saisir toute l'ampleur de l'opération en cours. Des entretiens, aussi ouverts que le « confidentiel défense » l'autorise, ont été l'occasion d'approfondir certains détails.

Si la mission Eufor Tchad RCA a souvent été présentée par ses concepteurs comme un défi logistique, ce mot est en effet bien faible. Sur le terrain, c'est à un véritable tour de force logistique et stratégique auquel on assiste, dans des conditions climatiques difficiles et politiques instables.

Il ne faut pas s'y tromper ! Cette opération, comme celle de la mission Eulex au Kosovo, sont des missions d'une ampleur nouvelle pour l'UE. Si elles réussissent, l'Europe de la défense aura atteint sa capacité adulte et passera à la vitesse supérieure. Si elles échouent, nous ne parlerons plus d'Europe de la défense que dans des colloques savants.



SOMMAIRE

Général Nash : « La mission la plus importante jamais déployée par l'UE »	3	Témoignage : la « croisière noire » du RICM vers Farchana	8
Le défi logistique n'est pas un vain mot	4	L'importance du renseignement dans un contexte instable	9
Transport, quand un grain de sable grippe la machine	5	Une mécanique complexe de gestion	11
Le déploiement en cours, « Eufortien » et fier de l'être	6	Général Ganascia : « Maintenir la force en état opérationnel »	12

Ces articles sont parus dans *Europolitique* n°3517 du 24 avril 2008.

L'article page 3 (général Nash) est paru dans *Europolitique* n°3460 du 31 janvier 2008



www.europolitique.info

Oui, je souhaite m'abonner à EUROPOLITIQUE :

- 6 mois**, soit 112 numéros (version papier + HTML + PDF) au prix de **890 €** (1).
- 1 an**, soit 223 numéros (version papier + HTML + PDF) au prix de **1700 €** (1).
- 6 mois**, soit 112 numéros (PDF + HTML) au prix de **765 €** (1).
- 1 an**, soit 223 numéros (PDF + HTML) au prix de **1450 €** (1).

Je souhaite recevoir *Europolitique* en : français anglais

Je souhaite recevoir un numéro gratuit de EUROPOLITIQUE en : français anglais

Nom : _____ Prénom : _____
 Organisation : _____ Activité : _____
 Fonction : _____ TVA : Non, Oui : N° _____
 Adresse : _____
 Code Postal : _____ Ville : _____
 Date et signature : _____ Pays : _____
 Tél : _____ Fax : _____
 E-mail : _____

Merci de retourner ce coupon dûment complété par courrier à : *Europolitique*
 Rue d'Arion, 53 / B-1040 Bruxelles ou par fax au : +32 (2) 732 67 57.

AIDEZ-NOUS À MIEUX VOUS CONNAÎTRE

VOTRE ACTIVITÉ

- Ambassade
- Associations, fédérations, syndicats, fondations, ONG
- Chambres de commerce
- Consultants et cabinets
- Entreprises
- Filiales, banque, assurance
- Institutions supérieures
- Instituts de recherche, bureaux d'étude, universités
- Médias et communication
- Ministères et parlements nationaux
- Missions, représentations auprès de l'UE
- Autres

VOS INTÉRÊTS

- Agro-industrie et agriculture
- Concurrence
- Consommateurs
- Énergie
- Environnement
- Finances, fiscalité et économie
- Industries et Entreprises
- Justice et affaires judiciaires
- Médias PME
- Politique européenne générale
- Relations UE-pays tiers
- Science et Recherche
- Sécurité et Défense
- Social et Emploi
- Société de l'information
- Transports
- Autres

La collecte de l'abonnement est différente de l'adresse de livraison. Merci de nous l'indiquer, surtout pour la livraison de la facture et noter que tout abonnement qui n'est pas payé par carte (1) n'est valide qu'à partir du moment où nous avons reçu votre règlement. Merci de nous le faire parvenir.

(1) Prix public non TVA et hors de port franc. Pour les abonnements multiples et les bureaux multi-utilisateurs, nous calculer les tarifs spéciaux sur demande. Contactez-nous par téléphone ou par fax pour en savoir plus. Tout abonnement implique que l'abonné la pleine acceptation des conditions générales de vente disponibles sur www.europolitique.info.

Four years permitted to visit free of charge to our offices, non-governed via correspondence in the letters of 12, Rue d'Arion 53, B-1040 Bruxelles. We reserve the right to refuse any subscription. Contact us by fax or email to receive a copy of our terms, or to request the rectification and cancellation of the Register of the Commission of the European Communities.

EUROPOLITIQUE

est publié par EIS (Europe Information Service S.A.), filiale du Groupe SIAC
 Rue d'Arion, 53
 B-1040 Bruxelles
 Président administrateur délégué & éditeur responsable : René-Charles Millet

TÉLÉPHONE
 Standard : +32 2 732 77 00
 Fax : +32 2 732 66 51
 Lignes directes : remplacez les 00 par les deux chiffres qui suivent le nom de votre correspondant.

E-MAIL
 Rédaction : redaction@europolitique.info
 Abonnements : abonnements@europolitique.info
 Direct : prenom.nom@europolitique.info

RÉDACTION
 Éditeur délégué & rédacteur en chef : Pierre Lemoine (20)

Conseillers de la rédaction :
 Marc Paoloni, Rory Watson

Secrétaire général de la rédaction :
 Eric Van Payveide (22)

Secrétaire de rédaction :
 Anne Fekete de vari (18)
 Julian Hale (08)
 Tibor Szendrei (33)

Journalistes :
 Dafydd ab Iago (58)
 Brian Beary (56)
 Anne Eckstein (36)
 Sébastien Falletti (37)
 Christophe Garach (54)
 Nicolas Gros-Verheyde (42)
 Radek Horzak (08)
 Ruth Milligan (48)
 Célia Sampol (60)
 Isabelle Smets (34)
 Joanna Sopinska (31)
 Nathalie Vandystadt (45)

Traduction :
 Christina Berta, Aida Boghossian, Betty Jackson, Michèle Morca, Ryan Stephens

Agenda, mise en page, site web :
 Philippe De Clercq (57)
 Geneviève Jourdain (13)
 Grégoire Maus (15)
 Christine Serville (14)

COMPTABILITÉ : Pascal Devent
 Tél : +33 1 42 74 28 93
 Fax : +33 1 42 47 29 00
comptabilite@europolitique.info

MARKETING-ABONNEMENTS
 Directeur : Frédérique Carton
 Responsable : Stéphanie Pacchiano (41)
 Aurélie Aromataro (09)

PUBLICITÉ, ANNONCES
 Directeur commercial : Jérôme Milan
 Tél : +33 1 42 74 29 04
 Email : jmilan@siac.fr
 Bénélax : Eurintro - M. Deurinck
 Tél : +32 475 271 382
 Email : mdeurinck@eurintro.be
 France : Anne Rougé
 Tél : +33 6 72 43 70 79
 ou +33 8 72 62 22 47
 Autres pays : publicite@europolitique.info

FABRICATION
 Directeur : Philippe Gawschwitz
 Imprimerie : Identric, Bruxelles
 Système éditorial : www.idrn.fr

Europolitique est publié en anglais sous le nom d'*Europolitics*.
 ISSN 1811-4113

MISSION EUFOR TCHAD / RCA

« La mission la plus importante jamais déployée par l'UE »

Par Nicolas Gros-Verheyde

« Une mission complexe, dans un environnement difficile, avec une situation de sécurité volatile, un terrain hostile au niveau climatique et un défi énorme logistique », voici comment le général Pat Nash a dépeint, devant les journalistes, la mission militaire de l'UE au Tchad et République centrafricaine, dont il assure le commandement. Lancée officiellement par le Conseil le 28 janvier (N° 3458), c'est « la mission la plus importante jamais déployée par l'UE ».

« J'ai été frappé lors des reconnaissances », a expliqué le général, par les « étendues de zones parfois inhabitées, la pauvreté des pays dans lesquelles on va devoir travailler ». Les presque 4000 soldats de l'Eufor vont se déployer, en effet, sur une zone de 400 km de large et 800 km de long, où les « routes pavées sont quasi-inexistantes », et les distances importantes. Presque 800 km séparent « Abêché, quartier général de la force (carte dans Europolitique n° 3455), et N'Djamena, la capitale et quartier général pour la logistique », soit plusieurs jours en voiture. Le défi logistique n'est pas mince, comme le raconte le général. « Depuis trois mois, nous avons travaillé pour améliorer les infrastructures. L'aéroport d'Abêché a ainsi connu des améliorations importantes ».

NEUTRALITÉ DE L'EUFOR

Dans une situation troublée, entre le Tchad, le Soudan et leurs rebelles respectifs, la « neutralité » et « l'indépendance » de l'Eufor est un élément clé, insiste le général Nash. Ainsi « les camps de l'Eufor seront bien distincts de ceux des Français », déjà présents dans le cadre de l'opération de coopération bilatérale « Epervier ». Mais se passer de l'aide de la « France, déjà présente et qui dispose des connaissances, des contrats et des ressources, aurait été inattendu et inhabituel ». Un accord est d'ailleurs mis au point avec ce pays pour « cette mise à disposition de services ».

Le général Nash a, cependant, été très clair face à d'éventuelles attaques de forces armées, rebelles ou non. « Ma responsabilité est que nos forces

ne soient pas attaquées par erreur par d'autres ». Et si les rebelles attaquent ? « S'ils tirent, nous riposterons ».

De façon plus générale, si l'action des rebelles interfère « avec la mission de l'Eufor (protéger les civils, réfugiés

conditions différentes » reconnaît Nash. « Mais tout a été pris en compte dans le planning ».

Sur le « coût global de la mission », le général s'est refusé à tout commentaire : « Cela n'aurait pas de sens et ne



Type here your caption

et déplacés, sécuriser la zone, faciliter l'aide humanitaire), nous réagissons. (En revanche), si leur action n'interfère pas, cela ne nous regarde pas ». Précision importante pour Pat Nash : « L'Eufor n'est pas déployée le long de la frontière (avec le Soudan). Et nous n'avons pas l'intention de la dépasser ».

Le déploiement des troupes « devrait intervenir dans les 4 à 6 semaines, début mars, et se concentrera d'abord à Abêché, avant de se diriger vers le nord. La capacité totale devrait être atteinte à la mi-mai » (détails, voir n° 3455 et 3459), des « éléments précurseurs » se déploient ces jours-ci : Français, Autrichiens, Irlandais, Suédois, Finlandais, Belges, ainsi que les Italiens (hôpital de campagne). Suivront les Néerlandais et Roumains, les Polonais fermant la marche. Les Suédois ne devraient rester que six mois. « Chaque pays a posé des

servirait à rien ». Certains coûts communs sont « assumés par l'UE, pour le quartier général par exemple. (...) Pour les troupes (acheminement...), c'est à chaque pays contributeur de l'assumer ».

Le budget commun de l'opération se compose de 119,6 millions d'euros (+ 20 millions par rapport à la décision initiale), supportés par chaque Etat membre, au prorata de leur PIB, selon le mécanisme dit « Athéna ». En revanche, le coût pour chaque Etat est plus difficile à évaluer: 260 millions d'euros au bas mot pour la France, selon nos informations, et 16 millions pour la Pologne. ■

Contribution par pays (Athena) : http://www.europolitique.info/web/external-file/pdf/gratuit_fr/217986-fr.pdf

Le défi logistique n'est pas un vain mot

Par Nicolas Gros-Verheyde (à N'Djamena et Abéché)

Du sable, du soleil, du vent. Voici les éléments principaux dont disposent les « Eufortiens » — les militaires de l'Eufor, la force européenne en train de se déployer au Tchad et en République centrafricaine — quand ils arrivent sur le terrain. Des

mer les nouveaux arrivants des particularités de la mission (les relèves s'effectuent tous les 2 à 6 mois suivant les fonctions et les nationalités). Sa capacité maximale est de 600 places, un espace étant réservé pour la Minurcat (mission de l'Onu au Tchad et RCA). L'installation reste sommaire : sous tente climatisée - seuls les bâtiments d'Etat-

a mis à disposition des Européens -, et un camp « nomade » - les Suédois et Finlandais ayant choisi de planter leurs tentes, en bordure du chantier du « Starcamp », avec pour seuls voisins immédiats, quelques chèvres et, au loin, un camp militaire tchadien...

A Farchana, le camp de la Brigade « centre » commence à s'installer. A Goz



A Abéché, le « camp des Etoiles » est encore en travaux

camps, au départ, « il n'y a rien ou presque rien. Il faut faire des forages pour aller chercher l'eau - 6 forages ont ainsi été effectués, et trouver une nappe phréatique suffisante pour alimenter les soldats », explique le lieutenant-colonel Axelos, responsable de l'information sur place. « Il faut d'abord damer un camp et le stabiliser, installer un drainage, des fossés, en prévision des pluies, enterrer les conduites d'eau et de téléphone, construire des merlons pour protéger le camp ». Il a fallu ainsi acheminer 6000 tonnes de ciment pour les sites de N'Djamena et Abéché ou amener de l'eau par avion pour le béton car les nappes phréatiques n'étaient pas suffisantes. « C'est simple », ajoute le colonel français Serge Duval, « c'est un bout de désert sur lequel on doit faire pousser des petites villes. Il nous faut ainsi bâtir 3 petites villes de 600 habitants et une ville de 2000 habitants, à partir de rien. Et tout doit être terminé en temps record, avant juin et la saison des pluies ». Le tout dans des conditions climatiques défavorables — chaleur (de 35° à 45°), vent de sable — et situation politique instable.

INSTALLATION DES CAMPS

A N'Djamena, le « camp Europa » est en place, depuis début avril, pour accueillir l'Etat-major arrière et de camp de transit et d'adaptation pour les troupes qui arrivent. Il faut compter, en effet, 2 à 3 semaines pour que le corps s'adapte. Il s'agit aussi d'infor-

major sont en dur —, avec des douches de campagne (bien pratiques, où on peut entrer tout habillé, en mettant ses affaires dans des sacs étanches) et des lavabos en plein air.

Les Européens se sont installés dans un espace qui était destiné à devenir une prison. Il en reste quelques éléments, tels le mur d'enceinte et les grillages qui donnent une atmosphère carcérale. Ce camp a néanmoins trois avantages. Situé un peu à l'écart de la capitale, loin de toute autre installation militaire ou nationale, il est assez facile à défendre. Il reste près de la voie d'accès principale: l'aéroport est à 500 mètres à vol d'oiseau, et une route, financée par les Européens est en train d'être ouverte, pour pouvoir y accéder directement, sans passer par les camps militaires français ou tchadien. Inconvénient : la petite hauteur où il est installé est pleinement exposée au soleil — un seul arbre sur le camp — et l'épreuve de la pluie est redoutée (les fossés ont été rehaussés de sacs de sable).

A Abéché, le « camp des Etoiles » (capacité de 2000 places) est encore en travaux et ne devrait pas ouvrir avant la mi-mai. Les hommes présents sur la ville sont donc répartis provisoirement sous tentes sur trois sites : une partie (hôpital et Etat major) sur le camp Crocci — de l'opération française « Epervier » -, une autre partie sur le site de l'Office national de développement rural (ONDR) - que le gouvernement tchadien

Beida, un peloton est arrivé pour repérer et préparer le camp irlandais. Au nord, à Iriba, les forages sont en cours pour l'eau du camp polonais. Chaque Etat contributeur choisit, en effet, le mode d'installation qu'il préfère. Les Français installent ainsi pour le compte des Polonais le camp d'Iriba. Mais les Irlandais ont choisi de gérer leur installation, en recourant à une entreprise privée. ■

Reportage et articles complémentaires sur : www.europolitique.info

Moyens de liaison

Du plus antique au plus moderne. Pour communiquer, les militaires disposent de divers moyens : des systèmes radios et télécom modernes, au bon vieux morse, « bien utile parfois quand ça ne passe plus », explique un officier, en passant par le téléphone portable tout simplement. Le GSM passe ainsi parfaitement dans la capitale et à Abéché. Des réseaux intérieurs « confidentiel défense » équipent les principaux PC ; 350 ordinateurs fonctionnent en réseau au QG de la force, réparti entre N'Djamena et Abéché (10 km de fibre optique ont dû être déployés). Le réseau internet public est, en revanche, plutôt lent et sujet à aléas.

Transport, quand un grain de sable grippe la machine

Par Nicolas Gros-Verheyde (sur les aéroports de N'Djamena et Abéché – Tchad)

Aéroport de N'Djamena, 7 h du matin, base militaire, le thermomètre affiche déjà 24° degrés au soleil et file allégrement vers les 35-40°. Inutile de perdre du temps. Pas de tempête de sable annoncée aujourd'hui. Il faut s'activer pour rattraper le retard de la veille, quand tous les avions étaient cloués au sol, pour cause de tempête de sable, à Abéché. Sur ces deux aéroports, depuis la mi-mars surtout, une bonne partie du trafic aérien est destinée à l'Eufor. Il faut, en effet, tout transporter sur place : du bungalow et des douches à l'ambulance ou au tractopelle en passant par les munitions, les frigos médicaux, les éléments du radar ou du drone...



Les militaires français sont chargés du transit aérien et de l'assistance en escale des avions Eufor

TOUS LES MOYENS UTILISES

Le matériel lourd est acheminé par voie maritime, via Marseille et Douala - 4 bateaux étaient ainsi attendus en avril (1 irlandais, 1 français et 2 belges) -, puis en train et camions jusqu'à N'Djamena et Abéché. Ce qui fait en tout 50 jours de transit. Cette voie est longue, et souvent encombrée d'autres convois (Onu, ONG...) car c'est la seule praticable quand elle n'est pas soumise aux aléas sociaux ou émeutes de la faim : le port de Douala a ainsi été agité par plusieurs mouvements.

Pour ne pas être fragilisée, l'Eufor étudie donc une route alternative, par la Libye et le nord du Tchad, qui passerait par le désert et les montagnes du Tibesti, et permettrait d'atteindre directement Abéché. Une route plus courte (environ 20 jours de gagnés) mais moins usitée et qui dépend de la bonne volonté libyenne.

Eufor a recouru également à des avions gros porteurs (type Antonov 24 ou Iliouchine 76) qui transitent directement d'Europe ou font la navette entre Douala et N'Djamena. Le transport entre N'Djamena et Abéché ou Birao (en république centrafricaine) étant ensuite assuré par une noria d'avions tactiques (type Hercules ou Transall).

UNE NORIA D'AVIONS

L'Eufor dispose, en effet, depuis quel-

ques jours d'une pleine capacité opérationnelle de transport. Au C130 portugais dédié à l'Eufor — que devait remplacer un C130 espagnol et un C130 grec — s'ajoutent les avions français (Hercules C130 et Transall C160) et les C130 suédois et belge arrivés en renfort. Au point qu'à Abéché, certains jours, on se croirait

sur un aéroport européen. Le matin, un avion se pose ou décolle sur l'unique piste toutes les 15 minutes. Il reste le temps du déchargement, de recharger en fuel et repart aussitôt pour ne pas encombrer les parkings qui sont limités. Et ainsi de suite. Il s'agit en effet de rattraper les jours

précieux perdus par suite des aléas politiques (l'attaque rebelle début février), climatiques et mécaniques. Il s'agit aussi de ne pas traîner car il manque de places de parking. Des travaux lourds sont ainsi menés par l'Eufor à N'Djamena et surtout à Abéché pour remédier à cette difficulté. Une « taxi way » - chemin de garage - est ainsi créée pour relier la piste de l'aéroport directement au Camp des étoiles qui intégrera directement une aire de garage des hélicoptères et des avions.

Il s'agit aussi d'acheminer tout le matériel avant la saison des pluies pour que les camps de Farchana, Goz Beida, Iriba et Bahai disposent de tout le nécessaire. Après ce sera plus difficile. Le tout en faisant face aux inévitables, et nombreuses, pannes d'avion : les Transall à bout de souffle, passent régulièrement dans les mains des mécaniciens. Les C130 ne sont pas non plus épargnés. Témoin l'avion belge durant le séjour qui a mis deux jours de plus pour repartir.

Dans la salle du transit aérien du camp Kossei — le J4 en jargon militaire —, un grand tableau indique les vols du jour et le

HERCULES, TRANSALL OU Mi26

L'Hercules C130, le Transall C160 et l'hélicoptère Mi26 sont sensiblement comparables. Le premier transporte 17 tonnes (ou 92 passagers) à 600 km / heure maximum, le second 16 tonnes (ou 87-91 passagers) à 500 km / heure maximum, le troisième 20 tonnes (ou 85 passagers) à 295 km / heure maximum. Mais pour les spécialistes aériens, le Transall, malgré son âge antique, a un avantage net : équipé de roues basses pressions, il n'abîme pas la piste. Le Mi26 (nom de code Otan = Halo), l'hélicoptère le plus lourd et le plus grand qui existe, peut s'employer partout et transporter du matériel, soit en soute, soit sous élingue (avec un câble). Utilisé par les forces russes en Afghanistan et en Tchétchénie, et sur la catastrophe de Tchernobyl, sa robustesse a été appréciée par les

Nations-Unies qui en font leur moyen de prédilection (Somalie 1993, Yougoslavie 1995, Timor 1999, Sierra Leone 2000...). Son principal défaut est d'offrir une cible de choix. Plusieurs appareils de l'Onu en Croatie et Bosnie ont été victimes de tirs.

Le Tchad est un des pays les plus enclavés d'Afrique. L'océan Atlantique est à 2000 km et la Méditerranée à 1 200 km. Il faut au moins entre deux et quatre jours en camions pour parcourir les 1300 km de route et piste qui séparent la capitale N'Djamena d'Abéché (760 km et 1h20-1h40 par avion type Hercules ou Transall). Et, durant la saison des pluies, de nombreuses routes sont coupées. Et certaines parties du territoire, peuvent être complètement isolées, telles des îles. Ce qui rend nécessaire l'entreposage préalable de réserves.

matériel transporté. Ce sont les Français – de la mission Epervier, prêtés pour l'occasion à Eufor — qui assurent normalement la gestion du trafic et l'assistance en escale (que ce soit le déchargement ou le chargement des avions). Chaque entité assure ensuite, de façon autonome, la gestion de ces avions. Mais les deux officiers J4 se concertent quotidiennement pour « mutualiser les moyens ». Face à la masse de fret à transporter, la moindre possibilité, le moindre espace libre est, en effet, exploité, avec l'agrément de l'équipage concerné. « Nous avons demandé à notre avion qui venait de Libreville d'arriver un jour avant pour faire une ou deux rotations de plus » explique le Lieutenant Colonel Jordan, officier J4.

Pour assurer le transport de ces personnels, de l'Etat-major, contraint à de nombreuses allées et venues, Eufor a loué à une compagnie locale un petit avion d'une vingtaine de places (type Beechcraft), qui fait la navette entre N'Djamena, Abéché, voire Birao.

Quant aux hélicoptères, les Puma français, qui ont transité par bateau jusqu'à Douala, devaient être opérationnels. Et les russes — entre 6 et 8 Mi8 ou Mi26 —, sont attendus avec impatience. Ils permettront en effet de

compléter la noria d'avions tactiques – voire de les remplacer, pendant la saison des pluies. « Les négociations avec les Russes se passent dans une ambiance positive » explique-t-on à Bruxelles. Sur le terrain, on reste très prudent. « Quand je les verrais aligner au bout de la piste, j'y croirais » explique un Lieutenant-Colonel de l'armée de terre (En France, les hélicoptères dépendent surtout de l'armée de terre).

CONTRÔLE AÉRIEN À PERFECTIONNER

Si l'aéroport de N'Djamena est un aéroport international, ouvert 24 heures sur 24, avec contrôle aérien attendant, celui Abéché est un aéroport local, avec un contrôle aérien limité de façon horaire (8h30 – 17 h) et en moyens. La vigilance doit être d'autant plus extrême que les hélicoptères militaires tchadiens décollent et atterrissent, sans demander l'autorisation de personne. Le contrôle doit être avant tout visuel.

Eufor a prévu de renforcer ces moyens, avec un radar, des balises lumineuses et sa propre équipe de contrôle aérien. En attendant, en dehors de ces heures, ou la nuit, l'atterrissage des avions se fait à la « Mermoz », à l'ancienne, les militaires

français chargés du transit aérien. « Une dizaine ou quinzaine d'hommes se réparent le long de la piste pour la baliser, poser les balises lumineuses, et surtout pour les garder, car sinon elles s'envolent – elles sont volées » précise un militaire. L'avion est alors guidé au sol par radio, selon des procédures très simplifiées. Le pilote d'un avion autrichien a ainsi été surpris en découvrant les conditions d'atterrissage. ■

LE TCHAD, PAYS ENCLAVE

Le Tchad est un des pays les plus enclavés d'Afrique. L'océan Atlantique est à 2000 km et la Méditerranée à 1 200 km. Il faut au moins entre deux et quatre jours en camions pour parcourir les 1300 km de route et piste qui séparent la capitale N'Djamena d'Abéché (760 km et 1h20-1h40 par avion type Hercules ou Transall). Et, durant la saison des pluies, de nombreuses routes sont coupées. Et certaines parties du territoire, peuvent être complètement isolées, telles des îles. Ce qui rend nécessaire l'entreposage préalable de réserves.

Le déploiement en cours, « Eufortien » et fier de l'être

Par Nicolas Gros-Verheyde
(à N'Djamena et Abéché – Tchad)

Les Français sont déjà en nombre, à la suite d'une volonté politique déterminée et grâce à une présence déjà ancienne — le Tchad et la République centrafricaine sont, en effet, deux pays où les militaires français ont des bases fixes. Mais, ils ne sont plus les seuls ! Italiens (personnel médical et paramédical pour l'hôpital de campagne), Belges (forces spéciales et forces d'installation de camp), Autrichiens (forces spéciales et Pionniers), Finlandais et Suédois sont aussi là, à effectifs quasi-complet, ainsi que des éléments précurseurs irlandais. On croise également un ou deux Britanniques, Polonais, Slovaque, Tchèque, Luxembourgeois... essentiellement à l'Etat-major de la force. Celui-ci est réparti entre N'Djamena (PC arrière, logistique) et Abéché (PC avant), le général Ganascia fait la navette régulièrement entre les deux. Une navette qui continuera quand le Camp des étoiles installé, ne serait-ce que pour le contact avec les autorités nationales.

Faire un décompte des forces présentes est ardu, et un peu inutile, les effectifs changeant chaque jour, voire chaque heure. Ce qui est plus significatif est la mise en place opérationnelle.

Il n'y a, ainsi, à la mi-avril, qu'un bataillon — renommé en terme européen « brigade multinationale » — qui était en place à la mi-avril : celui des Français à Farchana (450 hommes sur un total attendu de 600),

ainsi que l'unité — qui lui est rattachée — à Birao (République centrafricaine) dans la région dite des « trois frontières ». La force de réaction rapide du « théâtre », constitué tout d'abord des forces spéciales françaises relayées par les Suédois, est également opérationnelle.

Les deux autres gros bataillons arrivent plus tard : les Irlandais vers fin avril, les Polonais vers fin mai - juin. Ceux-ci avaient

Rythme de travail

Entre un état-major et une équipe sur le terrain, les horaires et charges varient considérablement. Mais on peut dresser le portrait robot d'une journée. Cela commence très tôt, entre 5h 30 et 6h00, pour profiter des moments de faible chaleur et faire de l'exercice physique (footing...). La période 13h – 16 h est considérée comme rouge. Et la sieste ou la mise à l'abri en secteur climatisé est « fortement recommandée ». Au repas du soir vers 19h, suit une période de temps libre, mise à profit souvent par les officiers ou personnels

pour terminer ce qui n'a pu être fait dans la journée. Sauf prescription particulière, les militaires ont la permission de minuit (23h30 en réalité), mais doivent signaler leur absence au poste de garde, comme d'ailleurs pour toute sortie hors du camp dans la journée, avec heure approximative de rentrée. Une précaution nécessaire afin de pouvoir déclencher l'alerte ou rapatrier les équipes en cas d'incident. Sauf urgence, personne ne travaille la nuit — mis à part les gardes de faction — afin de préserver les équipes. « Il s'agit de durer » explique un officier.

annoncé au départ leur arrivée en septembre mais les autorités européennes leur ont demandé de se déployer plus tôt.

Chacune de ces brigades doit compren-

laboratoire — apte à faire une batterie de tests (sanguin, maladies type Hiv, Diphtérie, mononucléose, composition de l'eau...), un dentiste et un pharmacien.

Chaque Brigade dispose d'un poste de secours, type « Rôle 1 », particulièrement renforcé. Ainsi le poste de Farchana comprend 30 personnes dont 8 médecins et infirmiers (alors qu'un « Rôle 1 » classique comprend 1 médecin et 2 infirmiers). Le camp Europa



la zone de l'aéroport, du camp Crocci et du camp des Etoiles, vue d'avion

dre des forces multinationales. La brigade multinationale Centre - sous commandement français - comprend également Roumains et Slovénes. La brigade multinationale Sud - sous commandement Irlandais - inclue des Néerlandais, Suédois et Finlandais. La brigade multinationale Nord - sous direction polonaise - doit aussi comprendre d'autres éléments.

Du côté des pays tiers, 60 Albanais doivent rejoindre assez rapidement le Tchad - chargés de relayer les Finlandais dans la garde des camps. Et une centaine de Russes sont aussi attendus en même temps que leurs hélicoptères (pilotes, mécaniciens, maintenance).

UN DISPOSITIF SANTÉ RENFORCÉ

L'Eufor dispose d'un effectif médical conséquent. L'hôpital de « Rôle 2 » - tenu par les Italiens à Abéché, positionné sur le camp Crocci actuellement, qui sera ensuite déplacé sur le camp des étoiles, est un modèle du genre. Composé de 100 personnes (ambulanciers, logisticiens, carabinieri) dont 34 médecins et infirmiers), il est calqué sur un service d'urgence classique. Dans ses tentes climatisées, il est à même de faire toutes les interventions classiques : 2 salles d'opérations, une salle de réanimation et soins intensifs, une salle orthopédique, 50 lits d'hospitalisation, un

à N'Djamena ne dispose que d'un « Rôle 1 », il dispose en effet d'une infrastructure hospitalière plus conséquente, notamment le Centre chirurgical « Rôle 2 » des forces françaises « Epervier », bien équipé, voire des hôpitaux de la capitale. Un hôpi-

tal « Rôle 2 » est également opérationnel à Birao (République centrafricaine).

Contrairement aux structures bilatérales, françaises, ouvertes à la population locale, les structures strictement « Eufor » sont normalement, sauf situation particulière, réservées aux militaires ou civils travaillant sur la base sous contrat.

LES DROITS DES FEMMES

La mission Eufor compte deux « Gender adviser », une suédoise et une française, chargées de faire respecter l'égalité des genres et faciliter la mixité des armées au jour le jour. Les deux conseillères - une fonction nouvelle dans les missions européennes - veillent à ce que les personnels féminins soient bien intégrés dans les unités, où la promiscuité et la rusticité des installations sont souvent la règle, à assurer un travail de prévention et d'information (notamment sur la conduite à tenir dans un pays musulman) et à pouvoir réagir au besoin à des questions plus délicates (harcèlement...). ■

 *Dernier décompte des forces, « la croisière noire du RICM » à Farchana : www.europolitique.info > recherche = 224961*

Le rôle des forces spéciales

Les forces spéciales ont été déployées en premier, dès janvier. Cela « a créé un grand fantasme » explique le lieutenant colonel Axelos. Mais pour nous, ce qui nous intéressait était surtout « leur capacité d'action autonome. Ce sont des forces d'action en premier, utiles sur un théâtre difficile où existe de l'insécurité, pour faire les premières reconnaissances des emplacements possibles, des pistes, prendre premiers contacts population ». Au fur et à mesure que les bataillons se déploient, elles vont se replier » - c'est déjà le cas d'une partie des forces spéciales françaises -, sauf celles qui seront parties intégrées de la force de réaction rapide.

Entre un état-major et une équipe sur le terrain, les horaires et charges varient considérablement. Mais on peut dresser le portrait robot d'une journée. Cela commence très tôt, entre 5h 30 et 6h00, pour

profiter des moments de faible chaleur et faire de l'exercice physique (footing...). La période 13h - 16 h est considérée comme rouge. Et la sieste ou la mise à l'abri en secteur climatisé est « fortement recommandée ». Au repas du soir vers 19h, suit une période de temps libre, mise à profit souvent par les officiers ou personnels pour terminer ce qui n'a pu être fait dans la journée. Sauf prescription particulière, les militaires ont la permission de minuit (23h30 en réalité), mais doivent signaler leur absence au poste de garde, comme d'ailleurs pour toute sortie hors du camp dans la journée, avec heure approximative de rentrée. Une précaution nécessaire afin de pouvoir déclencher l'alerte ou rapatrier les équipes en cas d'incident. Sauf urgence, personne ne travaille la nuit - mis à part les gardes de faction - afin de préserver les équipes. « Il s'agit de durer » explique un officier.

Témoignage : la « croisière noire » du RICM vers Farchana

Par Nicolas Gros-Verheyde

(à N'Djamena et Abéché – Tchad)

Chaque nation choisit son mode d'acheminement. Les « marsouins » français du Régiment d'infanterie de chars de marine (RICM) ont choisi de se regrouper et de rejoindre leur base à Farchana, à 45 kms de la frontière soudanaise, par la voie de la route, comme des nomades, faisant le camp le soir, et le défaisant au matin. En tout, plus de 1000 kilomètres de route dont 900 de piste non goudronnée.

« Nous sommes partis de N'Djamena le 7 mars, après avoir récupéré nos véhicules, arrivés par mer du Cameroun » raconte le Lieutenant Colonel Fague, du RICM. Certains véhicules militaires (type Sagaie) ont été mis sur des camions de transport loués (pour les économiser). Un convoi de 61 camions qui s'étalait parfois sur 150 Kms — du fait des véhicules régulièrement en panne, avec regroupement le soir. « Nous avons fait halte à Abéché, le temps de récupérer les « modules 150 » — qui abritent tentes, eau, cuisines, lavage... — de mettre les stickers « Eufor » et de repartir vers l'avant à Farchana.

Le repérage du lieu avait été fait très en amont, dès septembre - octobre 2007, lors des travaux de planification. Et des travaux réalisés : comme le prolongement de la piste — en latérite — nécessaire pour atteindre les 1030 mètres, et permettre des atterrissages d'urgence (pour les évacuations sanitaires par exemple). Puis des hommes du génie, aidés par un sous-traitant tchadien, avaient damé le camp, creusé un puits principal sur le camp, capable de remplir un bac souple en 3-4 heures. Ce qui permet d'avoir une douche de « 5 minutes maximum » par homme et par jour.

A Farchana, les premiers moments ont été difficiles. « On est arrivé sur un terrain plat comme la lune, situé sur un plateau à 820 mètres d'altitude, soumis au vent et à la poussière. « La première nuit, on s'est réveillé avec plusieurs couches de poussière dans la bouche et sur le sol ». « Le déploiement a été rustique ». « Il a fallu amener son énergie, creuser des for-

ges pour l'eau ». Le camp a été monté en 2 jours : un camp de toiles, avec lits de camps sur picot et équipés d'une moustiquaire montée sur arceaux. Il n'y a pas de dur. Et « cela devrait le rester ». « On a obtenu un petit budget pour s'équiper en nattes par terre. Et chacun a bricolé une petite armoire, un petit bureau ». « On a «



61 camions pour transporter le matériel du Régiment d'infanterie des chars de marine

climé » (amener la climatisation) juste les espaces nécessaires : le poste de secours et le poste de commandement. Et on étend les zones climatisées peu à peu ».

La nourriture est constituée de... rations de combat. Aucune société ne dispose de frigo sur place ». Les Marsouins vivent donc en peloton. « Ce n'est pas mauvais. Nous avons 28 possibilités de menu différentes. Et dans chaque peloton, il y a un homme qui se découvre des vertus de cuisinier et va au marché, trouver quelques oignons pour améliorer l'ordinaire. C'est un retour aux fondamentaux de la vie militaire », ajoute-t-il. Les latrines, les lavabos sont en plein air. Détail qui a son importance. Car, ici il s'agit de penser à tout. « Les hommes ne portent pas le chech ». Cette coiffure typique et bien pratique pour se protéger des rayons du soleil étant, en effet, portée indifféremment par les militaires réguliers tchadiens comme les rebelles », cela aurait introduit de la confusion. « Chacun des hommes porte donc soit le chapeau de brousse — à larges bords — ou le béret marin ».

Objectif de ces forces sur place : rayonner autour de la zone d'action pour sécuriser la zone. « Nous organisons des patrouilles tous les jours ». Des patrouilles de proximité, tout d'abord, autour de 30 à 40 kms

du camp, avec couverture radio VHS. Et des « nomadisations » sur des périodes plus longues, « pour marquer notre présence, prendre des contacts, rassurer les gens ». Les patrouilles restent ainsi 2 ou 3 nuits sur place, pour bien avoir le temps de prendre contact, puis repartent. Deux pelotons de militaires sont aussi partis dans la zone d'origine des personnes déplacés, pour sécuriser la zone, « en espérant que ça les aidera à revenir ».

Une surprise. « Nous avons été très bien accueillis par des ONGs qui étaient contents de nous voir arriver ». Plusieurs phases critiques ont ainsi été identifiées — lors de la distribution alimentaire dans les camps, sur certains tronçons de route dangereux... Un réseau de radio portatif, type Motorola, relie les différents camps et les militaires de l'Eufor y ont accès. Ce qui permet une

relation directe en cas de problème. Mais les militaires n'interviennent normalement qu'en cas de demande expresse d'un représentant du HCR.

En effet, l'Eufor n'a pas mission directement d'intervenir dans les camps de réfugiés. C'est de la responsabilité de la gendarmerie tchadienne, sous l'autorité du ministère de l'Intérieur tchadien et de la Cenar, la Commission nationale d'assistance aux réfugiés. C'est l'UNHCR qui coordonne l'aide dans les camps de réfugiés, avec accord de l'Office de l'aide humanitaire. Chaque camp est géré par une ONG chef de file, aidée de plusieurs ONGs sectorisés (Médecins sans frontière pour la partie médicale, ...). Les camps de déplacés sont souvent placés sous l'autorité du CICR — le Comité international de la Croix-Rouge.

Si une intervention est nécessaire, elle est, normalement, gérée au plan local, directement au niveau de la Brigade concernée. Le quartier général étant averti. Mais il est « évident » que si la demande apparaît « limite mandat » ou pose d'autres problèmes, l'autorisation du Quartier général est requise », assure un gradé sur le terrain. Une liaison régulière entre le FHQ et les forces déployées sur le terrain qui permet d'envisager les réactions nécessaires en temps réel. ■

L'importance du renseignement dans un contexte instable

Par Nicolas Gros-Verheyde

(à N'Djamena et Abéché – Tchad)

La rumeur est une donnée fondamentale dans le pays, qu'il s'agisse de données stratégiques (attaque des rebelles, désertions, camps de réfugiés) ou plus banales (comme l'arrivée des pluies). «*Même pour la saison des pluies, je n'arrive pas vraiment à savoir quand elle arrive*», explique ironique un militaire.

Coté sécuritaire, indique un spécialiste du renseignement, c'est clair «*nous sommes sur une poudrière. Ça peut péter d'un instant à l'autre*». «*Ici, un simple accident de la route peut transformer une population accueillante, souriante, en autant d'individus hostiles*», complète un gendarme. Et il y a un nombre de personnes armées, aux intentions difficiles à saisir: militaires réguliers en dérive, rebelles, bandits. Une situation d'autant plus compliquée que, souvent, les mêmes sont alternativement l'un et l'autre. D'où l'importance pour les militaires européens de disposer de leurs propres renseignements stratégiques.

Dans le ciel, l'Eufor peut utiliser des mirages F1 français – de reconnaissance, ou tactiques – capables d'aller très vite à l'autre bout du pays et d'être ravitaillés en vol – et dispose d'un drone (CL-

contacts de la société civile qui sont à même de les informer de l'évolution de la situation, au travers de conversations somme toute banales, autour d'un verre de coca-cola ou d'une bière dans une taverne discrète de la ville ou au pied d'un arbre.

Comme dans chaque opération multinationale (Otan ou UE), chaque Etat membre peut disposer d'une NIC (cellule nationale de renseignement) qui peut faire remonter certaines informations à son état-major. Ainsi, Paris comme Dublin, Londres, Varsovie ou Stockholm peuvent avoir connaissance de certaines informations recueillies sur le terrain.

Mais, ainsi que le précise un agent chargé de ce service, une «*photo en soi ne veut rien dire. Il en faut plusieurs, avec des annotations, la date, et d'autres informations pour retracer une réalité*». Et, effectivement, quand on regarde une photo, il faut vraiment l'œil de l'expert pour discerner dans la petite tâche de quelques millimètres qu'il s'agit d'un «*pick up de rebelles détruit*», comme le mentionne la légende. Tout l'art du renseignement est donc de croiser les informations recueillies dans le ciel avec celles recueillies sur terre, ou au contact de certaines personnes.



Salle des Mirages F1, N'Djamena : retour de mission

289), avion sans pilote, capable de rester longtemps dans un même point. Au sol, ce sont les équipes «*d'en avant*», forces spéciales essentiellement, ainsi que les patrouilles régulières, voire les cellules civilo-militaires qui sont chargées de récolter un maximum d'informations. Toutes ces informations atterrissent à la cellule J2 (renseignement) où elles sont croisées avec d'autres. Celle-ci dispose, en effet, également de capteurs,

La neutralité au quotidien

Dans tous ses actes au quotidien, l'Eufor prend bien garde à ne pas être prise en défaut de neutralité. Ainsi toute la zone Est du Tchad est passée sous commandement Eufor, les Français de l'opération Epervier n'y interviennent normalement plus, de leur propre chef. Des campagnes d'information — avec tracts à l'appui — sont menées dans les villages pour expliquer la présence européenne, le sens du drapeau bleu à 12 étoiles, ainsi que la présence d'éléments de plusieurs pays. Dans la vie de tous les jours, les militaires de l'Eufor prennent bien soin à certaines attitudes. Ainsi le port du chech a été évité — afin de ne pas prêter confu-

sion — avec les troupes militaires tchadiennes, régulières ou rebelles, qui le portent régulièrement. Alors qu'il existe deux routes pour aller à l'escale militaire de N'Djamena, les voitures Eufor prennent bien soin de ne pas prendre celle qui passe par le camp tchadien, pourtant beaucoup plus rapide (le contrôle des militaires ANT étant plutôt bon enfant), et préfèrent transiter par le camp français. Enfin, trois aumôniers — un catholique, un protestant (à Abéché) et un musulman (à Farchana) — assurent une présence spirituelle. «*Dans un pays musulman, la présence d'un religieux musulman dans nos troupes est un atout*», souligne un militaire. «*Cela facilite les contacts*».

UNE INSTABILITÉ POLITICO-MILITAIRE

Loin de s'atténuer, ni s'aggraver, le risque d'affrontement militaire se perpétue. Le gouvernement tchadien s'arme et soutient, sur son territoire, les rebelles soudanais, voire les instrumentalise. Le gouvernement soudanais fait de même avec les rebelles tchadiens. Et des deux cotés, on s'arme. L'armée nationale tchadienne, renforce ainsi notamment sa flotte d'hélicoptères d'attaque. «*Deby a compris combien ceux-ci étaient utiles*», commente un militaire sur place. Possédant déjà plusieurs hélicoptères Mi35 et Mi171, dont certains basés en permanence à Abéché, le Tchad est en

pas de en acquérir deux autres, notamment auprès d'Ukrainiens (des Mi24P surnommés la « libellule de la mort », hélicoptères mi27 améliorés avec des armements). Et la négociation de deux autres Gazelles ou Fennec français serait en cours. De son côté, le Soudan n'est pas en reste. Selon des témoignages, photographies à l'appui, recueillis par Amnesty international, la Russie aurait signé un accord de livraison de 15 hélicoptères Mi17 en 2005 et 2006 et fourni 12 hélicoptères d'attaque Mi24.

Si la saison des pluies (entre juin et septembre) est, de fait, une période de trêve, les attaques rebelles se concentrant en général en deux phases (autour de novembre et d'avril), la période actuelle reste critique car il s'agit des dernières possibilités pour les rebelles d'attaquer. Certes après leurs trois défaites consécutives - en novembre 2007 (dans la région d'Abéché), en février (à N'Djamena) et en avril 2008 à Adé (près de la frontière soudanaise, en pleine zone « Eufor ») -, le risque paraît moindre. Mais « *la vigilance reste cependant de mise* », affirme-t-on du côté de la mission française Epervier chargée de veiller particulièrement à la stabilité du pays et d'évacuer les ressortissants civils européens en cas de coup dur. Car « *un coup de main localisé n'est pas à exclure* ».

Le gouvernement tchadien dispose de plusieurs forces de sécurité : l'ANT, l'armée nationale tchadienne régulière, une unité d'élite - la garde présidentielle composée des fidèles du président dont les bâtiments sont gardés par de très jeunes soldats -, la Gendarmerie nationale et la Garde nationale et nomade du Tchad (GNNT). Cette dernière force composée de supplétifs et d'anciens rebelles ralliés est très mouvante - certains s'y rallient puis désertent et se rallient, encore, parfois contre une prime - et peu disciplinée.

Les forces rebelles sont,

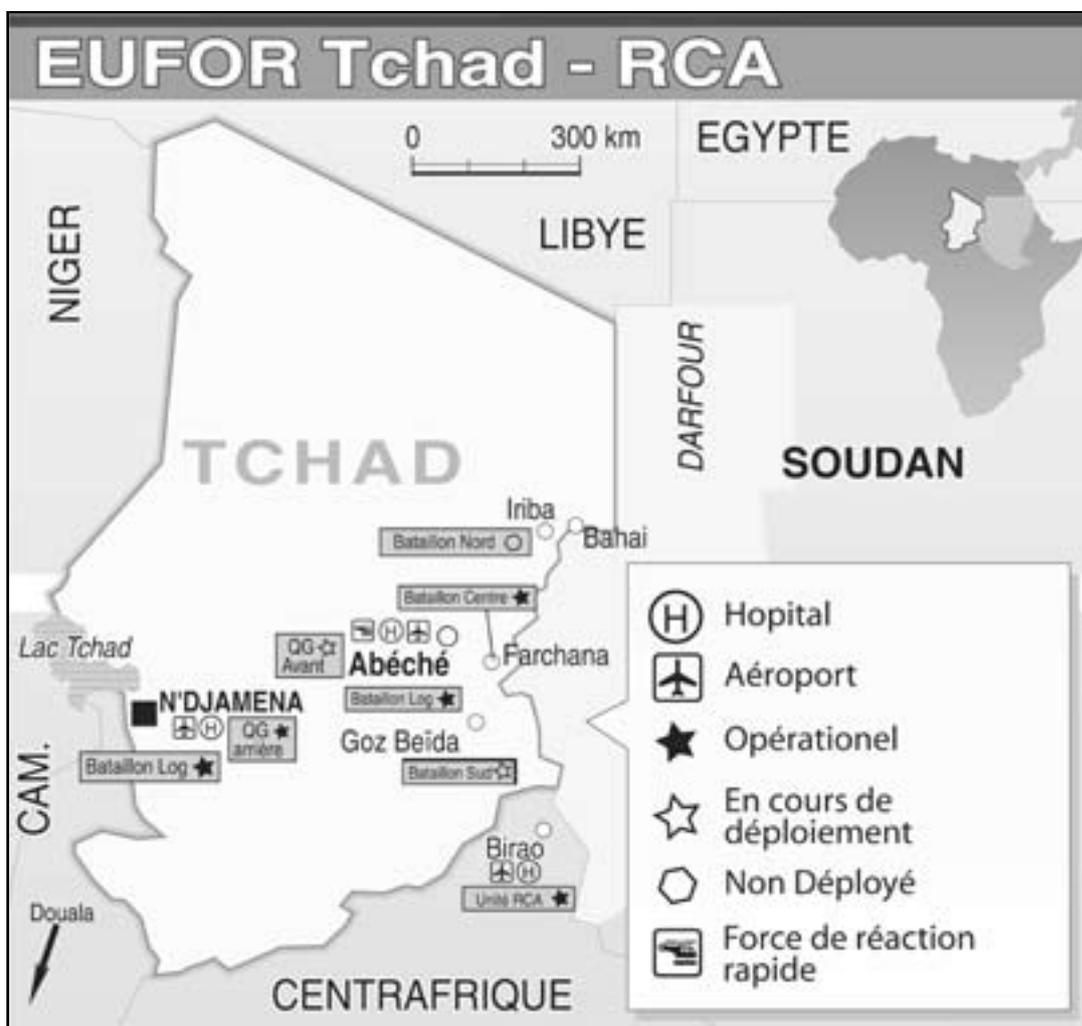
aujourd'hui, plus que jamais très divisées, souvent de façon claniques. Entre l'Union des forces pour la démocratie et le développement (UFDD) de Mahamat Nouri, composée de Goranes (ainsi que d'Arabes et de Tamas) et le Rassemblement des forces pour le changement (RFC) de Timane Erdimi, neveu de Deby - qui rassemble surtout des Zaghawas, l'ethnie du président Deby - s'est ainsi créée une dissidence, l'Union des forces pour le changement et la démocratie (UFCD), autour d'Adouma Hassaballah, composée essentiellement d'habitants de Ouaddaï (la région d'Abéché). Certains mouvements comme l'UFDD, l'UFDD Fondamentale (UFDD-F) d'Abdelwahid Abdou Makaye, et le Front pour le salut de la République (FSR) d'Ahmat Soubiane sont regroupées dans une « Alliance nationale ».

A la mi-avril, l'Eufor n'avait pas été directement confrontée aux rebelles. « *Par deux fois, nos troupes ont aperçu*

des hommes (bandits ou rebelles) qui ont fui, à leur arrivée, en abandonnant même, dans un cas, leurs munitions », affirme un haut gradé de l'Eufor.

L'ÉVACUATION DES RÉSIDENTS

La protection et l'évacuation des ressortissants européens et internationaux - essentiellement diplomates et personnels des ONG - ne sont normalement pas au nombre des responsabilités assumées par l'Eufor. Cette fonction est assurée intégralement par les forces françaises de l'opération Epervier. Un plan dénommé « Chari Baguirmi » organise les différentes étapes : consignation des résidents à domicile, rassemblement sur des points de regroupement, extraction et évacuation via le camp Kossei et l'aéroport de N'Djamena. Ainsi que les événements de février 2008 l'ont montré, cette éventualité n'est pas théorique. Une centaine d'hommes sont mobilisables pour assurer l'accueil des ressortissants. ■



Une mécanique complexe de gestion

Par Nicolas Gros-Verheyde
(à N'Djamena et Abéché – Tchad)

L'opération Eufor obéit à une mécanique complexe de gestion due à sa composition multinationale et à ses diverses sources de financement : paracommunautaire (Athéna) et nationale, doublée d'accords bilatéraux.

Selon le principe des opérations multinationales, chaque nation contributive s'organise, en effet, comme elle l'entend et soutient ses propres forces avec une cellule NSE (National support Element). Elle peut aussi passer un contrat avec un autre pays afin de mutualiser, ou de sous-traiter certaines tâches. Les Irlandais, les Autrichiens et les Suédois (en tandem avec les Finlandais) ont fait le choix d'avoir une NSE autonome. D'autres pays ont passé des accords techniques, plus ou moins complets, avec les Français : les Espagnols pour certaines fournitures de maintenance aérienne, les Polonais pour la réalisation du camp d'Iriba, restauration et logement. Cette formule « *gîte et couvert* », résume un responsable logistique, « *a été une des conditions pour inciter les Polonais à venir plus vite que prévu* ». Des accords techniques ont aussi été conclus ou sont en négociation avec les Slovénes, les Roumains, les Russes et les Albanais (incluant jusqu'à la fourniture de tenues pour ceux-ci).

Certaines fonctions de base sont assurées pour toutes les NSE par l'Eufor comme le transit aérien (chargement et déchargement des avions, quels qu'ils soient), le soutien pétrolier (ravitaillement en essence), tâches logistiques effectuées par le bataillon logistique français.

UNE VRAIE GESTION COMMUNALE

Coté financement, c'est aussi une structure à plusieurs niveaux. Le budget européen (avec le mécanisme Athéna), fort de 120 millions d'euros couvre l'installation des deux camps d'Etat-major (« Europa » et « Etoiles ») – du terrassement au tableau électrique – et le fonctionnement de l'Etat-major. « *Pour les troupes basées sur place, le carburant comme l'utilisation de la cantine, sont refacturés à chaque nation, au prorata de leur utilisation* », explique le lieutenant

Colonel Villuendas, le « maire » du Camp Europa. Pour l'eau, on utilise un forfait : 100 litres d'eau par jour et par personne. Idem pour l'électricité selon le type d'installation. C'est l'officier J8 (finances) de l'Etat-major qui gère cette fonction.

En fait, ainsi c'est une vraie gestion « communale » qui se recrée dans chaque camp avec ses « services publics » gratuits, ses « services payants » et ses services... délégués. Certaines fonctions (cantine des camps



Au camp Europa, « l'arbre » du camp, et les fossés, rehaussés de sacs de sable, pour éviter que les tentes soient inondées lors de la saison des pluies

fixes, travaux publics...) sont, en effet, souvent sous-traités à des entreprises privées locales, choisies après respect des règles de marché (voir encadré). C'est ainsi une filiale de Vinci qui bâtit le camp des Etoiles.

Inutile de le nier, cette opération repose en large partie sur la logistique de la base permanente française « Epervier » au camp Kosseï, à N'Djamena. « *J'ai reçu mission d'assurer le soutien de l'Eufor* » explique le colonel Périé, commandant « Epervier ». Nous avons un contrat opérationnel à assurer : « *transporter 12 tonnes de fret entre N'Djamena et Abéché, faire une mission de reconnaissance par jour (qui mobilise 2 avions Mirage F1 et éventuellement un ravitailleur Boeing) selon les instructions données par le bureau de renseignement de l'Eufor, garder une patrouille de Mirage en alerte pour un appui aérien en cas d'accrochage avec les rebelles* » et un hélicoptère Puma pour les évacuations sanitaires (Evasan). Certains personnels – au rôle de soutien logistique, à l'arrière – ont donc une double casquette assurant la mission Eufor ou Epervier, selon le cas, avec des chaînes hiérarchiques bien séparées et des procédures d'engagement sensiblement différentes. « *La double casquette* », explique

le colonel Périé, « *a un double avantage : permettre de prendre en compte les besoins de chacun, d'arbitrer entre les priorités, et de mutualiser les moyens. Il y a une volonté nette pour que cette opération réussisse, alors on met tout en œuvre pour cela* ».

LE RESPECT DES NORMES CE

Parfois décalées, souvent nécessaires, les normes européennes sont applicables dans les camps de l'Eufor. Un contrôle vétérinaire est ainsi exercé et, autant que possible, les préconisations sanitaires européennes (chaîne du froid) adaptées aux pays chauds, sont observées. De même, l'interdiction de fumer dans les locaux publics est respectée, chacun fumant dehors, en évitant évidemment les zones d'essence et de munitions. De manière générale, d'ailleurs les règles de sécurité incendie sont strictes et les pompiers passent régulièrement pour en vérifier le respect. Les temps de conduite des personnels civils doivent aussi être limités, sauf nécessité.

Enfin, les règles de transparence et de mise en concurrence sont normalement suivies pour passer des marchés publics, soumis à publication (dans la presse locale ou au JOCE, selon les seuils). Il existe même sur l'aéroport Abéché et dans le camp Crocci, une « mini-zone Natura 2000 » composée d'un oued et d'oiseaux sauvages qui trouvent là une halte rafraîchissante, que les militaires ont l'obligation de préserver ! ■

Les sigles de commandement Otan

Selon une nomenclature Otan, les fonctions de l'Etat-Major sont dénommées par une lettre — « J » pour Joint Operation — suivie d'un chiffre pour la fonction. J1 = Personnel, J2 = Renseignement, J3 = Opérations, J4 = Logistique, J5 = Planification et politique, J6 = Systèmes d'informations et communications (Sic), J7 = Exercices et retour d'expérience (retex), J8 = Budget et financement, J9 = actions civilo-militaires (Cimic).

Général Ganascia : « Maintenir la force en état opérationnel »

Par Nicolas Gros-Verheyde

(au Camp « Europa » à N'Djamena, Tchad)

Entretien avec le français Jean-Philippe Ganascia, commandant l'Eufor sur le terrain.

Quelle est pour vous la principale difficulté de cette mission ?

Pour le commandant de force que je suis, assurément, il s'agit de maintenir un style résolument volontariste à notre action, être opérationnel tout de suite, même si toutes les questions logistiques ne sont pas réglées. Il faut obtenir des renseignements, organiser des patrouilles, être visible partout.

Les rebelles vous gênent-ils ?

Ils ne sont pas une menace pour moi. Que ce soit des soldats dévoyés, des rebelles ou des bandits, peu m'importe, je n'ai pas à faire de distinctions entre les uniformes ou de rentrer dans des considérations politiques. Mon mandat est très clair. A partir du moment où ces personnes exercent une menace militaire sur la population, attaquent les ONG, la Minurcat ou mes hommes, je dois agir. Tant qu'ils passent leur chemin, je ne suis pas concerné.

Les récents événements d'Adé l'ont prouvé, vous n'êtes pas à l'abri d'afflux de blessés militaires tchadiens ou rebelles dans vos postes. Comment ferez-vous : intervenir ou non ?

C'est clair. Nous sommes impartiaux. Mais le médecin est aussi lié par son serment d'Hippocrate. Ne rien faire serait de la non-assistance à personne en danger. Si on nous amène des blessés, ce sera au médecin d'agir suivant ses propres règles, de pratiquer les gestes vitaux de survie, de stabilisation de la victime avant d'évacuer le blessé. Mais on doit s'arrêter là. Il n'est pas question de médicaliser un avion pour aller récupérer les blessés.

S'il y a une menace, faut-il attendre un ordre du commandement ou une unité sur le terrain est-elle autonome ?

Les règles d'engagement que nous avons définies sont très larges, avec la possibilité d'usage des armes en cas de preuve de la menace ou d'imminence de la menace sur les objectifs de notre mission (population, Ongs, Minurcat, Eufor). Il ne faut pas faire trois réunions



Le Général Ganascia fait la navette régulièrement entre les deux camps Eufor de N'Djamena et Abéché

d'état major avant de se décider à agir. Chaque patrouille a donc un certain degré d'autonomie. Les militaires peuvent réagir, de façon proportionnée, s'il y a un problème et rendre compte.

On le voit, les conditions dans lesquelles vous travaillez sont difficiles. Comment le vit la troupe ?

Je suis surpris de voir que tout le monde s'habitue bien. Les Suédois et Finlandais, par exemple, peu habitués à ces terrains africains, nous ont donné une belle leçon de volontarisme, d'aptitude à s'adapter. De façon générale, on sent une volonté de solidarité entre chaque corps. Dans certaines opérations internationales, quand on passe d'un secteur à l'autre, il faut quasiment un visa. Ici, ce n'est pas le cas. Les gens sont fiers d'être là, enthousiastes, même ceux qui viennent de pays qu'on a pu qualifier de réticents, au départ.

On sent parfois une confusion dans certaines fonctions entre les militaires français de l'Eufor et leurs compatriotes d'Epervier, les Eft (éléments français au

Tchad). N'est-ce pas gênant ?

La France a effectivement fait le choix de consacrer certains moyens communs à l'Eufor et aux Eft. C'est son choix. Ce n'est pas ce qu'Eufor a demandé. Nous avons simplement demandé des moyens.

L'effet d'Eufor est-il déjà sensible sur le terrain ? A quel moment pourra-t-on dire, c'est un succès ?

Pour l'instant, il est trop tôt. L'action commune prévoit une évaluation à mi-mandat (septembre). Tout ce que je sais c'est que j'attendrais très tard pour évaluer notre effet sur le terrain. Car le retour des déplacés – qui est de nos objectifs – peut être causé par plusieurs raisons. Actuellement par exemple, on constate quelques retours, pas isolés, qui dépassent peut-être 1000 personnes. Mais pour quelles raisons retournent-ils ? Est-ce pour voir si leur maison est en état ou pour se réinstaller ? Est-ce temporaire ou permanent ? Il faut être très prudent dans ces résultats.

Le 15 mars 2009, la mission Eufor se terminera, sans prolongation. C'est inéluctable ?

Oui, le 15 mars est le terme de notre mission. Il faut accepter l'esprit de cette mission qui est d'assurer le relais, d'une autre mission internationale (ONU - OUA). Il ne faut pas sombrer dans un schéma onusien, des Casques bleus, où la présence est l'essence de l'action. Dans un an, on n'aura sans doute pas résolu la crise du Darfour. Mais on y aura aidé. Il faudra réfléchir alors à mettre en place une autre mission, au mandat différent, ciblé sur certaines actions précises. Le monitoring de la frontière, on commence à parler. Il manque aussi ici une vraie force de police et gendarmerie. Enfin on peut penser à une mission de désarmement. C'est d'ailleurs la plus-value européenne que de s'engager dans ce type de mission bien ciblée. ■

Biographie du général Ganascia: www.europolitique.info > recherche = 224042